

8 Société et Culture

Affaires sociales/En prélude au forum des ministres du Développement social d'Afrique centrale

A Libreville, l'heure est aux préparatifs

AJT
Libreville/Gabon

LE Gabon a été retenu pour abriter le forum des ministres du Développement social de la sous-région Afrique centrale, en février 2018. Une rencontre qui s'inscrit dans le cadre du Programme de gestion des transformations sociales (Most) de l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). L'objectif poursuivi par cette instance: accompagner au mieux les pays dans l'établissement

d'une politique nationale de développement social, à travers le partage de connaissances, d'expériences et d'expertises locales dans le développement et la mise en œuvre des politiques innovantes, d'une part. Mais aussi élaborer des programmes pertinents, fiables et réalistes pour traduire en actions les actes retenus dans la lutte contre la pauvreté. D'où l'intérêt pour le Gabon de prendre part à une telle initiative. D'autant que les questions d'exclusion sociale, l'inaccessibilité aux ressources et aux services de base sont d'actualité.



Photo : AJT

Echanges entre le ministre d'Etat en charge de la Protection sociale, Paul Biyoghe Mba, et la délégation de l'Unesco.

L'éducation, la santé, la pension vieillesse, le chômage deviennent de plus en plus des problèmes d'injustice dans la so-

ciété. Indiquer des bonnes pratiques et construire le lien nécessaire entre la recherche scientifique et les déci-

deurs constitueraient donc l'un des enjeux fondamentaux de cette rencontre.

Pour assurer la réussite de son organisation, le ministre d'Etat en charge de la Famille, de la Protection sociale et de la Solidarité nationale, Paul Biyoghe Mba, a initié une série de rencontres avec les parties prenantes. Le cas mardi dernier avec le représentant de l'Unesco au Gabon, Vincenzo Fazzino.

« Nous avons évoqué quelques sujets d'intérêt national et régional. Le Gabon s'est proposé, et le conseil des ministres a déjà entériné cette déci-

sion, faisant de notre pays le siège d'une réunion de tous les ministres de la sous-région Afrique centrale. Il s'agit donc d'organiser les préparatifs en la matière, afin que cette conférence régionale puisse avoir lieu dans les meilleures conditions », a indiqué M. Fazzino.

« Il y a eu également la suite de cette initiative que l'Unesco assure par l'existence d'un comité national sur les transformations sociales (comité Most) et qui fait suite à l'école Most qui a eu lieu au mois de juillet 2017 », a indiqué le représentant de l'organisation onusienne.

Amélioration des pratiques pédagogiques

Les techniques d'enseignement passées en revue

IMM
Akanda/Gabon

Tenue récemment à l'Institut pédagogique national (IPN), la conférence sur les standards d'enseignement-apprentissage a permis à l'assistance de s'approprier les techniques d'élaboration des situations-problèmes.



Photo : IMM

Le chef de service de la recherche appliquée de l'enseignement normal, Jean Romuald, exhorte les enseignants à l'appropriation des standards pédagogiques

LE conférencier, Jean Romuald Mavoungou, s'adressant à ses pairs, professionnels de l'enseignement, a indiqué que le problème de la formation des maîtres dans les écoles normales réside dans les stratégies pédagogiques d'enseignement. Il faut donc innover.

A cet effet, formateurs des écoles normales et enseignants des écoles primaires doivent s'approprier les fondamentaux de la pédagogie et de la didactique pour enseigner efficacement. Entre autres, l'habileté à concevoir des situations-problèmes à même d'amener les élèves à percevoir du sens et à déterminer des solutions adéquates. « Les

compétences de base tant recherchées, ne peuvent se concevoir que si, enseignants et apprenants réussissent à allier la signification et les mécanismes d'élaboration, de présentation et de résolution des situations-problèmes en enseignement-apprentissage », a estimé l'orateur. Car il faut relever le défi d'une école qui vise l'édification de la liberté d'apprentissage et de l'esprit critique chez l'élève. Et pour relever ce défi, l'inspecteur pédagogique, Jean Romuald Mavoungou, chef de service de la recherche appliquée à l'en-

seignement normal à l'Institut pédagogique national (IPN), pense qu'il est important que les enseignants actuels s'approprient les standards pédagogiques pour mieux élaborer les situations-problèmes dans leur enseignement-apprentissage. Il s'agit des standards relatifs à la qualification des problèmes grâce à la présence des obstacles pédagogiques, des objets d'apprentissage; des mécanismes de résolution. C'est-à-dire la mobilisation d'un ensemble de ressources pour aboutir à la solution recherchée. Cela passe par la communication, la publi-



Photo : IMM

Les professionnels de l'enseignement lors des travaux.

cation des éventuelles solutions; le raisonnement qui fait référence à l'analyse et la critique lorsqu'on agit sur la situation-problème, et les connexions interdisciplinaires. Il s'agit des liens de la situation-problème avec les autres enseignements. « Ces points sont les quelques préalables pour projeter la réforme de l'enseignement normal dans notre pays », a-t-il dit. Or, la réalisation d'un tel projet commande une re-visitation des processus à mettre en cause, et principalement ceux relatifs à la pensée, à la communication et à la valorisation des problèmes en terme d'ou-

tils propres à l'apprentissage. Ce chantier suppose un corps professionnel aguerris aux actualités scientifiques. Les enseignants pourront ainsi satisfaire les attentes des

jeunes apprenants actuels, à l'intelligence éveillée, sous l'angle de la promotion de la créativité.

« L'école, aujourd'hui, doit tendre vers une société de producteurs, vers la construction des économies des savoirs, savoir-faire et savoir-être, dans tous les domaines de la vie courante. Ceci, pour supplanter l'école de la reproduction servile qui a donné au continent africain l'image d'une société en marge des évolutions, et qui les subies jusqu'alors », a conclu le conférencier.

Les assises de ces communications pédagogiques de trois semaines ont été initiées au mois de juin dernier par les responsables de l'IPN.



Mode

Les géants LVMH et Kering bannissent les mannequins trop maigres et trop jeunes

AFP
Paris/France

LES géants du luxe Kering et LVMH, représentant des grands noms de la mode comme Gucci, Saint Laurent, Vuitton et Dior, ont adopté une charte commune pour interdire l'emploi de mannequins trop

maigres et âgés de moins de 16 ans. Rendue publique mercredi à la veille de la Fashion week new-yorkaise dans une démarche inédite, à la suite de plusieurs polémiques, cette "charte sur les relations de travail et le bien-être des mannequins" proscribit la taille 32 utilisée par certains créateurs et prévoit qu'"aucun manne-

quin de moins de 16 ans ne sera recruté pour participer à des défilés ou à des séances photos représentant des adultes". Ces mesures ont été prises après des polémiques sur les conditions de travail des mannequins qui avaient marqué la Fashion week parisienne en février. "Nous voulions aller vite et frapper fort, pour que les

choses bougent vraiment, et essayer d'inciter au maximum les autres acteurs de la profession à nous suivre", a déclaré à l'AFP le PDG de Kering, François-Henri Pinault. Antoine Arnault, membre du conseil d'administration de LVMH et fils du PDG Bernard Arnault, a salué une charte qui "change vraiment la donne".